

**Art. 7.** De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 29 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON  
De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

**MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS**

F. 99 — 1700

[C - 99/27442]

**1<sup>er</sup> AVRIL 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant la compétence territoriale, la composition et le fonctionnement des commissions consultatives du transport scolaire**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 16 juillet 1998 portant réglementation du transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française sur le territoire de la région de langue française, notamment les articles 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et 10, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 août 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 décembre 1998;

Vu l'avis du Gouvernement de la Communauté française, donné le 12 octobre 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat sollicité en exécution de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence, motivée par l'entrée en vigueur le 29 août 1998 du décret du 16 juillet 1998 portant réglementation du transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française sur le territoire de la région de langue française;

Considérant que les commissions consultatives centrale et déconcentrées sont essentielles dans l'organisation du transport scolaire;

Considérant que la réforme du transport scolaire ne sera effective qu'après la mise en place des commissions, la désignation de leurs membres et celle de leur secrétaire;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipelement et des Transports;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Il est applicable sur le territoire de la région de langue française.

**Art. 2.** Le ressort territorial de la commission consultative centrale est l'ensemble du territoire de la région de langue française.

Le ressort territorial des commissions consultatives déconcentrées correspond au périmètre d'exploitation des TEC, sauf pour la zone Namur - Luxembourg où deux commissions sont prévues, l'une compétente pour le territoire de la province de Namur, l'autre l'étant pour le territoire de la province de Luxembourg.

**Art. 3.** Les commissions consultatives déconcentrées et la commission consultative centrale sont composées comme suit :

1. deux membres représentant l'enseignement organisé par la Communauté française, réputés représenter l'enseignement non confessionnel;

2. deux membres représentant l'enseignement libre subventionné, réputés représenter l'enseignement confessionnel;

3. deux membres représentant l'enseignement officiel subventionné, réputés représenter l'enseignement confessionnel et non confessionnel;

4. un membre représentant la Fédération des associations de parents de l'enseignement officiel, réputé non confessionnel;

5. un membre représentant l'Union des fédérations des associations de parents de l'enseignement catholique, réputé confessionnel;

6. un membre représentant le Gouvernement. En outre, en ce qui concerne la commission consultative centrale, un membre représentant le Collège de la Commission communautaire française, s'il en propose;

7. pour chacune des commissions consultatives déconcentrées, un membre représentant la société publique d'exploitation de transport en commun visée à l'article 18 du décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne dont le périmètre d'exploitation correspond au ressort fixé à l'article 2; pour la commission consultative centrale, un membre représentant la Société régionale wallonne du transport instituée par le décret du 21 décembre 1989 précité;

8. un membre représentant l'association des transporteurs professionnels la plus représentative, soit la Fédération belge des exploitants d'autobus et d'autocars.

Chaque commission peut inviter toute personne susceptible d'apporter des éléments d'informations utiles à ses délibérations.

**Art. 4.** Les membres sont nommés pour une durée de quatre ans par le Gouvernement wallon.

Les membres désignés à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 5°, 7° et 8°, sont proposés sur une liste double par l'association ou la société qu'ils représentent.

**Art. 5.** Chaque membre effectif a un suppléant, nommé en même temps et de la même manière que lui.

Le membre effectif qui ne peut participer à une réunion en avertit lui-même son suppléant.

S'il n'est pas proposé un nouveau membre effectif, le suppléant termine le mandat du membre effectif qui est décédé, a donné sa démission ou a perdu la qualité ou le titre qui justifiait sa nomination.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. La présidence de la commission consultative centrale est assurée par le directeur général de la Direction générale des Transports du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

§ 2. Pour chaque commission consultative déconcentrée, le Ministre ayant les transports scolaires dans ses attributions nomme, sur proposition unanime de ses membres, un président et un vice-président.

Le président est nommé alternativement parmi les représentants de l'enseignement confessionnel et les représentants de l'enseignement non confessionnel.

Lorsque le président représente l'enseignement non confessionnel, le vice-président représente l'enseignement confessionnel et vice versa.

L'alternance entre ces deux fonctions s'effectue après deux ans de mandat.

**Art. 7.** Le mandat de secrétaire des commissions consultatives déconcentrées est révocable à tout moment par l'autorité qui l'a désigné, conformément aux dispositions prévues à l'article 8, § 2, du décret du 16 juillet 1998 portant réglementation du transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française sur le territoire de la région de langue française.

Le secrétaire ne peut pas exercer simultanément une fonction au sein de la société publique d'exploitation de transport en commun du même ressort que la commission à laquelle il est attaché.

Le secrétaire ne peut pas davantage siéger au sein de la même commission consultative ou de la commission centrale en qualité de membre, effectif ou suppléant, désigné en vertu de l'article 3.

Pendant la durée de son mandat, le secrétaire d'une commission consultative déconcentrée obtient, à charge du budget de la Région, une allocation équivalente au traitement de premier gradué, sauf s'il bénéficie déjà d'un traitement au moins égal.

**Art. 8.** Le secrétaire de la commission consultative centrale est le responsable de la Direction du Transport scolaire du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

**Art. 9.** Le président fixe l'ordre du jour des séances et convoque la commission à la demande du Ministre ayant les transports scolaires dans ses attributions, de la Direction du Transport scolaire, service central ou bureau régional pour les commissions déconcentrées, de sa propre initiative, à la demande du secrétaire de la commission ou à la demande motivée d'un quart au moins des membres.

Les convocations sont adressées aux membres cinq jours francs avant la date de la séance.

**Art. 10.** Les avis sont rendus par les commissions consultatives dans les trente jours de la réception de la demande par leur secrétariat respectif.

Ce délai peut être ramené à dix jours en cas d'urgence motivée.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Les secrétaires des commissions consultatives constituent les dossiers relatifs aux points repris à l'ordre du jour des séances et transmettent les avis rendus.

§ 2. Le secrétaire des commissions consultatives déconcentrées reçoit toutes les demandes relatives au droit au transport et en assure le suivi.

Il assure plus particulièrement un rôle d'interface entre, d'une part, les parents et les établissements scolaires et, d'autre part, le titulaire de la fonction d'exploitation au sens de l'article 7 du décret précité du 16 juillet 1998.

Il prend toute mesure conservatoire, et en rend compte à la plus prochaine réunion de la commission dont il est le secrétaire.

**Art. 12.** L'arrêté du 18 mars 1990 de l'Exécutif de la Communauté française déterminant la composition et le fonctionnement des commissions consultatives du transport scolaire est abrogé.

**Art. 13.** Le Ministre ayant les transports scolaires dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 7, alinéa 2, lequel n'entrera en vigueur qu'après le prochain renouvellement des membres des conseils d'administration des TEC.

Namur, le 1<sup>er</sup> avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Économie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

## VERTALING

## WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 99 — 1700

[C - 99/27442]

**1 APRIL 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de territoriale bevoegdheid, de samenstelling en de werking van de adviescommissies voor het leerlingenvervoer**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 16 juli 1998 houdende reglementering van het vervoer van leerlingen die de door de Franse Gemeenschap op het grondgebied van het Franse taalgebied georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen bezoeken, inzonderheid op de artikelen 8, § 1, eerste lid, en 10, eerste lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 augustus 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 2 december 1998;

Gelet op het advies van de Regering van de Franse Gemeenschap, gegeven op 12 oktober 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State, gevraagd overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de inwerkingtreding op 29 augustus 1998 van het decreet van 16 juli 1998 houdende reglementering van het vervoer van leerlingen die de door de Franse Gemeenschap op het grondgebied van het Franse taalgebied georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen bezoeken;

Overwegende dat de centrale en gedecentraliseerde adviescommissies onontbeerlijk zijn voor de organisatie van het leerlingenvervoer;

Overwegende dat de hervorming van het leerlingenvervoer pas zal ingaan na de instelling van de commissies, de aanwijzing van hun leden en van hun secretaris;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127 van de Grondwet.

Het is van toepassing op het grondgebied van het Franse taalgebied.

**Art. 2.** Het ambtsgebied van de centrale adviescommissie valt samen met het gezamenlijke grondgebied van het Franse taalgebied.

Het ambtsgebied van de gedecentraliseerde adviescommissies komt overeen met het exploitatiegebied van de "TEC" (Maatschappijen van Openbaar vervoer), behalve voor de zone Namen-Luxemburg waar twee commissies voorzien worden, de ene voor het grondgebied van de provincie Namen, de andere voor het grondgebied van de provincie Luxemburg.

**Art. 3.** De gedecentraliseerde adviescommissies en de centrale adviescommissie zijn samengesteld als volgt :

1. twee vertegenwoordigers van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, die geacht worden het niet-confessioneel onderwijs te vertegenwoordigen;

2. twee vertegenwoordigers van het gesubsidieerd vrij onderwijs, die geacht worden het confessioneel onderwijs te vertegenwoordigen;

3. twee vertegenwoordigers van het gesubsidieerd officieel onderwijs, die geacht worden het confessioneel en het niet-confessioneel onderwijs te vertegenwoordigen;

4. een vertegenwoordiger van het Verbond van Ouderverenigingen van het officieel onderwijs, dat geacht wordt niet-confessioneel te zijn;

5. een vertegenwoordiger van de Unie van de verbonden van Ouderverenigingen van het katholiek onderwijs, dat geacht wordt confessioneel te zijn;

6. een vertegenwoordiger van de Regering. Bovendien, wat de centrale adviescommissie betreft, een vertegenwoordiger van het College van de Franse Gemeenschapscommissie als het er één voordraagt;

7. voor elke gedecentraliseerde adviescommissie, een vertegenwoordiger van de openbare exploitatiemaatschappij van gemeenschappelijk vervoer bedoeld in artikel 18 van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest waarvan het exploitatiegebied overeenkomt met het in artikel 2 bepaalde ambtsgebied; voor de centrale adviescommissie, een vertegenwoordiger van de "Société régionale wallonne du Transport" (Waalse Gewestelijke Vervoermaatschappij), opgericht bij bovenvermeld decreet van 21 december 1989;

8. een vertegenwoordiger van de meest representatieve vereniging van beroepsvervoerders, namelijk de Belgische Federatie van Autobus- en Autocarexploitanten.

Elke commissie mag iedere persoon uitnodigen die nuttige gegevens kan verstrekken bij haar beraadslagingen.

**Art. 4.** De leden worden voor vier jaar door de Waalse Regering benoemd.

De in artikel 3, eerste lid, 1° à 5°, 7° en 8°, bedoelde leden worden uit een dubbeltal voorgedragen door de vereniging of de maatschappij die ze vertegenwoordigen.

**Art. 5.** Elk gewoon lid heeft een plaatsvervanger die tegelijkertijd en op dezelfde wijze als hem wordt benoemd. Het gewoon lid dat een vergadering niet kan bijwonen, verwittigt zelf zijn plaatsvervanger.

Indien geen nieuw gewoon lid wordt voorgedragen, beëindigt de plaatsvervanger het mandaat van het gewoon lid dat overleden is, ontslag heeft genomen of de hoedanigheid of de titel waarvoor hij benoemd is, verloren heeft.

**Art. 6.** § 1. Het voorzitterschap van de centrale adviescommissie wordt waargenomen door de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Vervoer van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer.

§ 2. Voor elke gedecentraliseerde adviescommissie benoemt de Minister tot wiens bevoegdheden het leerlingenvervoer behoort, op eenstemmig voorstel van zijn leden, een voorzitter en een vice-voorzitter.

De voorzitter wordt beurtelings benoemd onder de vertegenwoordigers van het confessioneel onderwijs en de vertegenwoordigers van het niet-confessioneel onderwijs.

Wanneer de voorzitter het niet-confessioneel onderwijs vertegenwoordigt, vertegenwoordigt de vice-voorzitter het confessioneel onderwijs en vice versa.

De afwisseling tussen deze twee functies gebeurt na twee mandaatjaren.

**Art. 7.** Het mandaat van secretaris van de gedecentraliseerde adviescommissies kan ieder ogenblik herroepen worden door de overheid die hem aangewezen heeft, overeenkomstig de bepalingen van artikel 8, § 2, van het decreet van 16 juli 1998 houdende reglementering van het vervoer van leerlingen die de door de Franse Gemeenschap op het grondgebied van het Franse taalgebied georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen bezoeken.

De secretaris mag niet simultaan een functie bekleden binnen de openbare exploitatiemaatschappij van gemeenschappelijk vervoer van hetzelfde gebied als de commissie waaraan hij verbonden is.

De secretaris mag ook geen zitting houden binnen dezelfde adviescommissie of de centrale commissie als lid, gewoon of plaatsvervangend, dat krachtens artikel 3 aangewezen is.

Tijdens de geldigheid van zijn mandaat krijgt de secretaris van een gedecentraliseerde adviescommissie, ten laste van de begroting van het Gewest, een toelage die gelijk is aan de wedde van eerste geïnduceerde, behalve als hij al van een ten minste gelijke wedde geniet.

**Art. 8.** De secretaris van de centrale adviescommissie is de verantwoordelijke van de Directie Leerlingenvervoer van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer.

**Art. 9.** De voorzitter bepaalt de agenda van de vergaderingen en roept de commissie bijeen op verzoek van de Minister tot wiens bevoegdheden het leerlingenvervoer behoort, de Directie Leerlingenvervoer, centrale dienst of gewestelijk bureau voor de gedecentraliseerde commissies, op eigen initiatief, op verzoek van de secretaris van de commissie of op met redenen omkleed verzoek van ten minste een vierde van haar leden.

Vijf volle dagen vóór de datum van de vergadering worden de oproepingen aan de leden gestuurd.

**Art. 10.** Binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag door hun respectievelijke secretariaat worden de adviezen door de adviescommissies uitgebracht.

In geval van gemotiveerde dringendheid kan deze termijn tot tien dagen teruggebracht worden.

**Art. 11.** § 1. De secretarissen van de adviescommissies leggen de dossiers aan betreffende de punten van de agenda van de vergaderingen en brengen de uitgebrachte adviezen over.

§ 2. De secretaris van de gedecentraliseerde adviescommissies ontvangt alle aanvragen betreffende het recht op het vervoer en zorgt voor de opvolging ervan.

In het bijzonder speelt hij een rol van tussenpersoon tussen enerzijds de ouders en de schoolinrichtingen en, anderzijds, de titularis van de functie van exploitatie in de zin van artikel 7 van bovenvermeld decreet van 16 juli 1998.

Hij neemt alle bewarende maatregelen en doet verslag ervan op de eerstvolgende vergadering van de commissie waarvan hij secretaris is.

**Art. 12.** Het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 18 maart 1990 tot bepaling van de samenstelling en de werking van de commissies voor leerlingenvervoer wordt opgeheven.

**Art. 13.** De Minister tot wiens bevoegdheden het leerlingenvervoer behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 7, tweede lid, dat pas in werking zal treden na de volgende hernieuwing van de leden van de raden van bestuur van de "TEC".

Namen, 1 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN